
Rapport Annuel de l'UNOPS de 2007



Présentation générale de l'UNOPS



Créé en 1995 en tant qu'organisation indépendante, autonome financièrement au sein du système des Nations Unies, l'UNOPS apporte son expertise en gestion des projets, en passation des marchés, en ressources humaines, en gestion des fonds et en matière de services communs des Nations Unies. L'UNOPS contribue à l'avancement des efforts de ses partenaires et clients pour consolider la paix, faire du relèvement en cas de catastrophes ou créer un développement durable. En aidant les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, les gouvernements et les organisations non gouvernementales, l'UNOPS apporte des contributions significatives et concrètes aux résultats opérationnels sur le terrain.

L'UNOPS est un partenaire flexible, fournissant des services qui peuvent être limités à des solutions spécifiques et ponctuelles, ou qui peut inclure le soutien en management dans une optique globale et à long terme. Le prisme des prestations offertes par l'UNOPS évolue au rythme de demandes émanant du monde de la coopération internationale, notamment celles relatives à l'importance de promouvoir l'appropriation nationale et le renforcement des capacités.

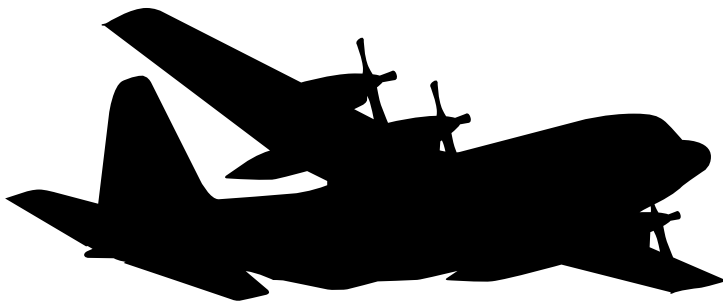
Faire en sorte que tous les projets reçoivent une attention personnalisée est une particularité des services de l'UNOPS. Par conséquent, l'UNOPS anticipe et répond aux exigences des clients, partenaires et parties prenantes aux niveaux local, régional et international.

Le Secrétaire Général des Nations Unies a désigné l'UNOPS comme l'organisation phare des Nations Unies pour la gestion d'infrastructures de développement en situation de consolidation de la paix. A cet effet, l'UNOPS est respons-

able de la conception, de la réhabilitation et de la construction des routes, ponts et équipements ainsi que de l'amélioration des capacités techniques dans des conditions difficiles partout où les situations l'exigent.

L'organisation emploie 1000 agents permanents dans le monde et des dizaines de milliers de consultants. Elle dispose d'un siège central à Copenhague, au Danemark, et six bureaux régionaux - responsables de quelques 25 centres d'opérations - qui supervisent des projets répartis dans plus de soixante pays. L'UNOPS met en place des équipements opérationnels là où ils sont requis lorsqu'on en a besoin. En 2007, les commandes d'affaires se sont élevées à \$1,5 milliard dans les budgets de projets approuvés. La valeur réelle de toutes les activités soutenues par les services de l'UNOPS représente le double de ce montant.

En janvier 2008, le Bureau des services d'achat inter organisations du PNUD (IAPSO) du PNUD a vu transférer ses principales fonctions et son personnel vers l'UNOPS, renforçant encore plus une capacité d'achat déjà bien solide. Par conséquent, l'UNOPS offre actuellement un très large éventail de services d'achat comprenant la mise à disposition d'"articles d'usage commun", accessibles via www.unwebbuy.org - le portail Internet donnant un accès aux services d'achat en ligne de l'ONU à des partenaires et clients -, la maintenance de la base de données du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (www.ungm.org) et la préparation du Rapport annuel des achats de l'ONU.



Les avantages de l'UNOPS

L'UNOPS combine les attributs inhérents aux Nations Unies - valeurs, règlements, neutralité et statut à but non lucratif - avec l'efficacité propres au secteur privé dans le monde des affaires. L'UNOPS prend une approche axée sur les résultats pour les services qu'il fournit. Il initie et implémente de nouvelles opérations rapidement, dans la transparence et de façon responsable.

En tant qu'entité des Nations Unies, l'UNOPS bénéficie d'un privilège d'accès inégalé à travers le monde, et est exemptée de tous impôts, taxes et droits de douane. Grâce à son important pouvoir d'achat, l'UNOPS bénéficie de levier considérable avec des gros fournisseurs, qui lui garantissent d'obtenir des conditions très favorables en termes de coûts pour le compte de ses partenaires et clients.

Tous les efforts sont entrepris par l'UNOPS pour engager des fournisseurs de pays en développement et provenant d'économies en transition, tout en s'assurant d'une procédure d'appel d'offres compétitive.

Ne percevant aucun financement des Nations Unies, l'UNOPS se maintient dans le monde des affaires en comptant sur une valeur ajoutée apportée chaque jour et en gagnant la confiance de ses partenaires et clients au cours de chaque mission confiée. Des opérations efficaces et une expertise très pointue permettent à l'UNOPS d'agir comme souhaité peu importe où, en s'efforçant, dans le cadre des budgets de projets fixés, à maximiser les services, approvisionnements et autres formes d'assistance s'avérant cruciaux pour ceux qui en ont besoin.

Rapport des activités en 2007

2007 a été une année record pour l'UNOPS en termes d'acquisition d'affaires avec presque \$ 1,5 milliard et de résultats financiers positifs. De tels accomplissements confirment la forte demande pour les services de l'UNOPS et illustrent la confiance des parties prenantes dans le dévouement et le professionnalisme du personnel de l'UNOPS à travers le monde.

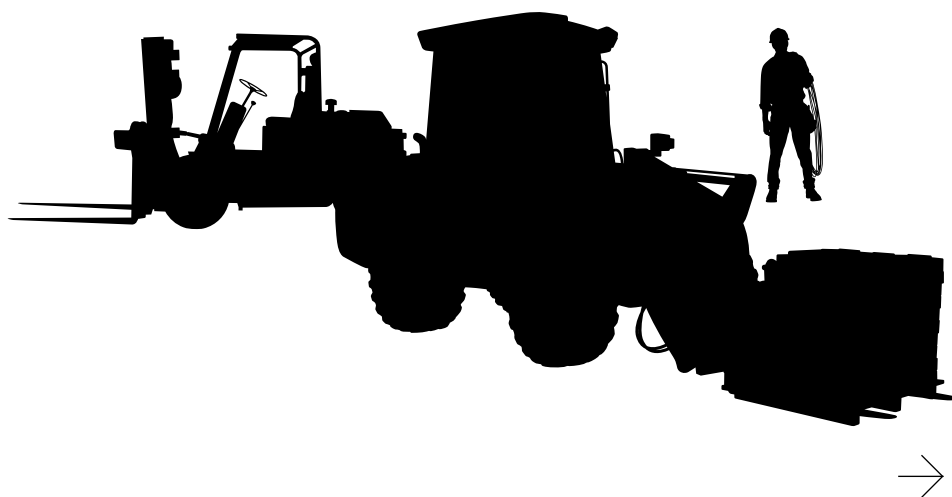
Une plus grande attention accordée aux besoins des partenaires et clients et le transmis de comptes-rendus d'activités plus fréquents et plus complets ont contribué à l'établissement d'une relation plus solide avec les partenaires et clients.

Les directeurs et managers des centres d'opérations de l'UNOPS apporte l'expérience de l'UNOPS à de nombreuses équipes de pays des Nations Unies. A la mi-2007, l'UNOPS a déplacé au Panama son Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes qui se situait jusque là au Pérou.

Le portfolio de l'UNOPS

En 2007, le travail pour le PNUD a généré 37,3 pour cent du revenu total, ce qui représente un taux légèrement inférieur à celui de 2006. Le Département des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix (DOMP) est quant à lui devenu le deuxième plus important client de l'UNOPS avec une part de 17 pour cent, dépassant la Banque mondiale qui atteint les 13,1 pour cent. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a accru son niveau à 6,3 pour cent.

70,7 pour cent des revenus générés par l'UNOPS proviennent de la clientèle des Nations Unies, avec des dépenses totales



en projets atteignant \$585 millions – soit une augmentation de 17 pour cent par rapport à l'année 2006.

Les services apportés à des gouvernements ont quant à eux doublé, passant de 7,2 à 14,8 pour cent du revenu total.

En dehors de son portefeuille d'exécution, duquel il a généré en 2007 des revenus de \$ 50,6 millions, l'UNOPS fournit également des services d'appui sur base d'honoraires, générant \$9,4 millions au cours de l'année. Cela comprend les activités du FIDA, du Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme (GFATM), de l'UNFPA et de la Banque mondiale.

Les principaux secteurs au sein desquels l'UNOPS est actif sont: reconstruction, secours et réhabilitation (25 pour cent) ; gouvernements et société civile (23 pour cent) ; santé (15 pour cent) ; et protection de l'environnement (8 pour cent) des dépenses en projets de 2007.

Les principaux efforts de l'année dans le secteur de la reconstruction, du secours et de la réhabilitation ont été fournis en Afghanistan, en Indonésie, au Sri Lanka et au Soudan. Les projets dans le cadre de l'action antimines s'élevaient à 81 pour cent des dépenses dans le cadre d'une consolidation de la paix post-conflit. Les passations de marchés en Inde dans le domaine pharmaceutique représentaient 54 pour cent des dépenses dans les services médicaux. Les programmes liés aux petites subventions et aux eaux internationales, réalisées pour le compte du Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) administré par le PNUD, représentaient la majeure partie des dépenses dans le cadre de projets environnementaux, avec 88 pour cent pour la clientèle

” L'UNOPS combine les attributs inhérents aux Nations Unies – valeurs, règlements, neutralité et statut à but non lucratif – avec l'efficacité propres au secteur privé dans le monde des affaires.



du Fonds d'affectation spéciale du PNUD et 7 pour cent additionnels pour le PNUE.

Contributions de l'UNOPS aux opérations de l'ONU en 2007

Le rôle unique de l'UNOPS a une influence fondamentale sur l'évaluation de ses résultats. Prestataire de services aux organisations et aux gouvernements, il peut, selon les besoins des partenaires et clients, se charger de tous les aspects de la conception et de l'exécution des projets ou fournir certains services. Il contribue aux résultats des programmes en partenariat avec d'autres entités et comme la prise en charge des projets appartiennent à ses partenaires et clients, les rapports annuels de ces derniers peuvent comporter des résultats et des produits plus importants que ceux qui sont décrits ci-après.

Les autres contributions de l'UNOPS sont organisées dans le cadre de 10 secteurs essentiels appuyant la consolidation de la paix, l'assistance humanitaire et l'aide au développement. Ces secteurs, déterminés sur la base de l'inventaire des activités de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies établi en 2006 et des objectifs du Millénaire pour le développement, sont : l'éducation; l'environnement; l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; la gouvernance; la santé; les secours humanitaires et l'aide au relèvement; la justice et la réconciliation; l'atténuation de la pauvreté; les travaux publics; et la sécurité et l'ordre public.

Conclusions générales

L'étendue, les objectifs et les lieux où l'UNOPS opère sont déterminés par les priorités et les besoins de ses partenaires et clients. Organisation phare du système des Nations Unies pour les grands projets d'infrastructure dans le cadre de

la consolidation de la paix, l'UNOPS a géré en 2007 une quantité importante de travaux de construction en Afghanistan, en Iraq et au Soudan. Il a aussi entrepris des activités considérables en Indonésie, aux Maldives et à Sri Lanka, où des travaux de reconstruction de longue haleine se sont poursuivis à la suite du tsunami de 2004.

Les travaux d'infrastructure appuyés par l'UNOPS en 2007 ont assuré l'accès à l'eau salubre à plus de 2,3 millions de personnes, la construction de plus de 200 écoles et des services d'évacuation des déchets solides à environ 500 000 personnes. Pour le secteur public, l'UNOPS a conçu 49 bâtiments et en a construit 27; il a tracé 1 779 kilomètres de routes, en a construit 1 361 et a remis en état une soixantaine de ponts.

Dans le secteur de l'environnement, plusieurs programmes d'envergure touchant à la biodiversité et aux eaux internationales ont été exécutés et plus de 3 000 projets de micro-financement ont été administrés, aboutissant à des résultats dans plus de 100 pays.

Les services d'approvisionnement et d'exécution de projets de l'UNOPS ont contribué aux résultats obtenus dans le secteur de la santé, notamment en Argentine, en Inde, au Myanmar et au Pérou. En 2007, l'UNOPS a fourni des biens de santé d'une valeur de plus de 90 millions de dollars et supervisé la distribution de 342 millions de doses de médicament contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida. En ce qui concerne la sécurité, l'UNOPS a appuyé les projets du Service de la lutte antimines (UNMAS) qui ont permis de désamorcer environ 1,4 million d'engins non explosés, essentiellement en Afghanistan et au Liban.

Education



Bien qu'une grande partie des travaux exécutés par l'UNOPS en 2007 (principalement en Indonésie, aux Maldives et au Sri Lanka) concernent les services de secours humanitaire et d'aide au relèvement, l'UNOPS a apporté d'autres contributions importantes à l'éducation, notamment en aidant maintes fois l'UNICEF à réaliser le deuxième objectif du Millénaire pour le développement, à savoir assurer l'éducation primaire pour tous.

À l'échelle mondiale, l'UNOPS a géré la construction ou la réfection de 129 écoles pour 16 503 élèves, surtout au Myanmar où, à la demande du PNUD et des Gouvernements de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et de la Suède, l'UNOPS a remis en état 111 écoles destinées à 15 500 élèves et assuré des services d'initiation au calcul et d'alphabétisation à 9 857 villageois. Pour le compte du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, l'UNOPS a remis en état trois facultés universitaires en Afghanistan et fait les plans de 46 écoles au Soudan, dont six ont été déjà construites avec une capacité de 2 400 élèves, dont 1 440 filles.

Les services d'achat ont constitué un élément majeur de l'appui apporté par l'UNOPS à l'éducation. Les 34,5 millions de dollars consacrés à ce secteur ont été en grande partie dépensés en Argentine, financés par le Gouvernement, la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale.

Environnement



Le caractère transfrontalier des questions environnementales nécessite des mesures internationales coordonnées. Travaillant pour des clients comme le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le PNUD, la Banque mondiale et divers gouvernements, l'UNOPS appuie des projets qui inversent le phénomène de dégradation de l'environnement, sensibilisent le public et améliorent la gestion des ressources. Il contribue ainsi à la réalisation de l'objectif 7 du Millénaire pour le développement qui vise à assurer un environnement durable.

Au nom du FEM et du PNUD, l'UNOPS a, en 2007, facilité la coopération internationale visant à prévenir la dégradation des eaux internationales et à y remédier. Il a appuyé des projets internationaux d'envergure notamment pour la mer Noire, la mer Caspienne et la mer Jaune, ainsi que les eaux souterraines en Afrique australe. Il s'agissait de 57 initiatives écologiques locales, de 161 activités de sensibilisation du public et de la formation de 840 spécialistes d'organisations gouvernementales et non gouvernementales. Ces projets auraient bénéficié à 50 millions de personnes des régions côtières.

Afghanistan Conservation Corps

Les années de conflit, la pauvreté et la croissance démographique ont décimé l'environnement afghan, en lésant les ruraux dont environ 80 % comptent directement sur les ressources naturelles pour survivre.

Le programme de l'Afghanistan Conservation Corps (ACC) est financé par le Gouvernement des États-Unis et géré par l'UNOPS en collaboration avec le Gouvernement afghan. L'ACC collabore avec les populations locales pour améliorer les moyens de subsistance ruraux, créer des capacités de régénération et de gestion durable des forêts, des zones de pâturage et des bassins hydrographiques et aider à conserver la diversité biologique, dans les écosystèmes fragiles en particulier. Le recours à des procédés à forte intensité de main-d'œuvre a permis d'assurer un emploi aux réfugiés de retour, aux personnes déplacées, aux femmes et aux ex-combattants.

En 2007, l'ACC a appuyé la production de 825 000 jeunes arbres fruitiers et forestiers et la gestion locale de 1 500 hectares de forêts de pistachiers, ce qui a permis d'augmenter de 30 % les revenus ruraux. Il a en outre supervisé la création de 689 pépinières et vergers et l'aménagement dans cinq villes d'espaces publics dont plusieurs millions de personnes ont bénéficié.

Le programme de l'ACC a permis de créer 169 000 journées d'emploi, d'assurer une éducation écologique à 12 000 écoliers et 1 000 étudiants et de former 4 000 fonctionnaires et responsables locaux à l'horticulture, la sylviculture et la conservation des sols et des eaux.



En Afghanistan, avec l'aide de fonds accordés par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, l'UNOPS a géré deux projets (dont un est décrit dans l'encadré 1) qui ont servi à financer 89 contrats de sous-traitance signés avec les collectivités locales. Il s'agissait d'activités de reboisement, de conservation de l'eau et des sols et de développement horticole. L'UNOPS a organisé la formation de 655 fonctionnaires et responsables locaux à la conservation de la biodiversité et appuyé cinq initiatives de sensibilisation à la gestion durable des ressources naturelles et d'éducation écologique des enfants.

L'UNOPS a servi d'agent d'exécution pour le Programme de microfinancement du FEM (Fonds pour l'environnement mondial), assurant la gestion administrative et financière à quelques 3 000 projets de microfinancement en 2007. Ces projets ont permis de financer des initiatives écologiques locales dans 90 pays, y compris 1 520 microcrédits consacrés à la conservation de la biodiversité, 482 aux changements climatiques et 161 à la protection des eaux internationales.

” Au nom du FEM et du PNUD, l'UNOPS a, en 2007, facilité la coopération internationale visant à prévenir la dégradation des eaux internationales et à y remédier.

Égalité des sexes et autonomisation des femmes

L'engagement de la communauté internationale en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes est consacré par l'objectif 3 du Millénaire pour le développement. Comme les clients de l'UNOPS intègrent souvent la démarginalisation des femmes à leurs travaux, l'égalité des sexes a été fréquemment prise en compte dans les projets des autres secteurs.

Le Gouvernement italien et l'UNIFEM ont demandé à l'UNOPS d'assurer une formation professionnelle à 3 100 femmes et de superviser la distribution de 929 microcrédits à des femmes chefs d'entreprise pour leur permettre de financer la création de petits commerces tels que cafés et boutiques.

Au nom de l'Agence américaine de coopération internationale (USAID), l'UNOPS a géré des subventions accordées à 156 femmes pour la création de petites entreprises et construit un établissement universitaire qui reçoit actuellement presque 600 étudiantes.

Gouvernance



Travaillant pour les gouvernements, les organismes des Nations Unies et des mécanismes de financement l'UNOPS a appuyé des projets de gouvernance en 2007 en construisant des bâtiments publics, en fournissant des biens et en menant des activités liées aux recensements et aux élections.

Des biens d'un montant de plus de \$32 millions ont été achetés pour les administrations publiques en 2007, dont \$17,3 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes pour 18 projets en Argentine, en El Salvador, au Guatemala, au Pérou et en Uruguay. En Argentine, le Ministère de la santé et la Banque mondiale ont demandé à l'UNOPS d'assurer par contrat des services de renforcement des institutions d'un montant dépassant \$2,3 millions.

L'UNOPS a supervisé la formation de 300 observateurs électoraux indépendants en République démocratique du Congo, pour le compte du Gouvernement canadien, et de 220 agents électoraux en Irak, au nom de l'Union européenne. Il a acheté pour \$1 860 000 de matériel destiné aux élections en Haïti et en Irak.

Appui au recensement dans le Sud-Soudan

En 2007, 14 ans après son dernier recensement, le Sud-Soudan avait grand besoin de données démographiques pour mieux planifier son développement. Le Fonds d'affectation spéciale multi donateurs a donc consacré 70 millions de dollars au financement d'un recensement et fait appel à l'UNOPS pour acheter les biens et les services et former le personnel local.

En collaboration étroite avec les autorités régionales et les gouvernements, l'UNOPS a livré en temps voulu du matériel indispensable dans des lieux reculés, malgré les routes souvent impraticables. En 2007, il a acheté des quantités considérables de matériel, dont 272 véhicules à moteur, 12 générateurs, 217 tentes, 161 ordinateurs, 800 bicyclettes et 6 bateaux.

L'UNOPS a fourni et érigé 68 ensembles de bureaux préfabriqués, dotant ainsi le personnel de 1 700 mètres carrés d'espace de travail à Khartoum et dans six localités du Sud-Soudan. Il a cofinancé un centre d'opérations à Rumbek et installé une salle de radio au centre sud-soudanais pour les recensements, les statistiques et l'évaluation, assurant ainsi de bons moyens de planification et de communication avec les 10 bureaux extérieurs du centre. L'UNOPS a en outre donné à 42 agents du centre plus de 900 heures de formation spécialisée.

Santé



Le secteur de la santé représente une part importante du portefeuille de l'UNOPS, les activités étant concentrées en Asie et dans le Pacifique et en Amérique latine et dans les Caraïbes.

À l'appui des objectifs 4 et 5 du Millénaire pour le développement qui visent à réduire la mortalité infantile et à améliorer la santé maternelle, l'UNOPS a conçu et construit huit maternités en Iraq à la demande de l'UNFPA et acheté des biens valant plus de \$35 millions pour le compte du Gouvernement péruvien afin d'améliorer les soins fournis dans les maternités du Pérou.

L'achat de fournitures médicales a représenté environ la moitié de la valeur totale des activités de santé de l'UNOPS, y compris \$25 millions pour les centres de santé en Argentine et en Inde et 200 ambulances pour le Gouvernement péruvien.

Dans la région de l'Asie et du Pacifique, l'UNOPS a appuyé des projets qui ont contribué à la réalisation de l'objectif 6 du Millénaire pour le développement qui vise le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. Pour le compte du PNUD, l'UNOPS a assuré la sensibilisation de 35 000 villageois au VIH/sida, aidé à l'élaboration de 65 plans d'action communautaire et distribué 534 000 préservatifs et 99 000 matériels d'information, d'éducation et de communication. Pour la Banque mondiale et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'UNOPS a procuré 140 millions de doses de médicaments antipaludiques et 178 millions de doses de vaccin antituberculeux. Pour la Banque mondiale et le Gouvernement du Royaume-Uni, il a procuré 24,25 millions de doses de médicaments contre le VIH/sida.

Chargé de la gestion des fonds attribués par le Three Diseases Fund (3DF) au Myanmar, l'UNOPS a supervisé la distribution de 825 442 seringues à des consommateurs de drogue par voie intraveineuse et de 4 millions de préservatifs. En 2007, plus de 35 000 personnes ont été examinées et conseillées en ce qui concerne les infections sexuellement transmissibles et quelques 29 000 ont subi un traitement. Près de 215 000 personnes ont bénéficié d'un test de dépistage rapide du paludisme; 37 419 cas ont été traités; Environ 30 000 moustiquaires ont été distribuées et 143 000 ont été traitées aux insecticides. Les activités de prévention ont touché près d'un demi-million de personnes.

Toujours au Myanmar, l'UNOPS a géré la formation de 36 254 agents de l'administration de la santé, dont auraient bénéficié 1 150 000 personnes.



Programme régional de lutte contre le VIH/sida dans les États arabes

Malgré l'accroissement des taux de contamination par le VIH/sida, de nombreux États arabes n'ont pas encore adopté les démarches multisectorielles, ciblées et axées sur les résultats, nécessaires pour s'attaquer à l'épidémie.

Pour faire mieux prendre conscience de la maladie et affermir la volonté de la combattre, le PNUD a lancé le Programme régional de lutte contre le VIH/sida dans les États arabes et engagé l'UNOPS comme agent d'exécution. Une des composantes essentielles du programme consiste à éduquer les chefs religieux et à coopérer avec eux car, vu leur influence sociale et culturelle au sein des communautés arabes, ils sont des partenaires précieux dans ce domaine.

Le Programme régional a permis d'importants progrès en 2007. Pour la première fois, un séminaire de formation

sur la sensibilisation au VIH/sida a été organisé à Bahreïn à l'intention de 135 chefs religieux sunnites et chiites, hommes et femmes. En Somalie, 130 chefs religieux ont participé à des séminaires de formation tandis que 500 femmes ont assisté à des conférences au sujet du virus et de la maladie. À Djibouti, 24 imams se sont portés volontaires pour suivre une consultation et se soumettre à un test de dépistage du VIH afin de réduire la stigmatisation et de promouvoir le recours au dépistage volontaire.

Les autorités locales utilisent les outils du Programme régional pour sensibiliser le public et modifier son attitude. Le matériel pédagogique sur le VIH/sida qui contient des références au Coran ou à la Bible est de plus en plus prisé par les chefs religieux. Le Gouvernement marocain l'utilise afin de réaliser un plan d'éducation et de formation en matière de VIH/sida pour les 31 000 imams du Maroc.

” Pour la Banque mondiale et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'UNOPS a procuré 140 millions de doses de médicaments antipaludiques et 178 millions de doses de vaccin antituberculeux.

Secours humanitaires et aide au relèvement



L'UNOPS offre des services humanitaires d'appui aux secours d'urgence et au relèvement à la suite de catastrophes naturelles ou de conflits. En 2007, ses clients ont été notamment l'Union européenne, OCHA, UNFPA, HCR, UNICEF et des gouvernements. La plupart des activités de secours humanitaires et d'aide au relèvement menées par l'UNOPS se sont essentiellement concentrées sur des projets de longue haleine visant à reconstruire les vies et les infrastructures à la suite du tsunami de 2004 dans l'océan Indien. L'UNICEF et d'autres partenaires ont demandé à l'UNOPS d'exécuter des projets d'infrastructure en Indonésie et au Sri Lanka.

En 2007, l'UNOPS a élaboré les plans de 181 écoles dans les phases de secours et en a construit ou remis en état 89. Il a en outre géré la construction de 82 cuisines scolaires au Sri Lanka et de 20 centres de formation d'enseignants aux Maldives.

Reconstruction d'écoles en Indonésie après le passage du tsunami

Le tsunami de 2004 a causé des dégâts catastrophiques en Indonésie, faisant plus de 200 000 morts ou disparus, ravageant l'infrastructure et déplaçant plus d'un de mi-million de personnes. Le Gouvernement indonésien a donné à la reconstruction des écoles la priorité dans son programme de relèvement.

L'UNICEF a choisi l'UNOPS comme principal agent d'exécution pour la reconstruction des écoles primaires permanentes. Il était chargé des plans; des appels d'offres et des contrats; du recrutement et de la gestion des ressources humaines; des rapports; et de la gestion financière. Il a

conçu des écoles adaptées aux besoins des communautés et des lieux et adopté des cahiers des charges contenant de nouvelles normes quant à la résistance aux séismes.

En 2007, l'UNOPS a conçu 126 écoles, soumis et accordé 139 contrats et construit 70 écoles, avec 436 salles de classe qui accueillent plus de 13 000 élèves et constituent un grand pas vers la réalisation de l'objectif 2 du Millénaire pour le développement.

En reconnaissance de ce succès, l'UNICEF a porté à 226 le nombre d'écoles dont la construction a été confiée à l'UNOPS et a loué ses services pour construire 29 dispensaires.

En 2007, la majorité de l'appui fourni par l'UNOPS aux activités de secours d'urgence liées à la santé a été destinée au Sri Lanka. L'UNOPS y a conçu sept dispensaires pour le compte du HCR et de l'UNICEF et aidé à en construire ou à en remettre en état 55 pour le FNUAP, l'UNICEF et World Vision. À la demande de l'UNFPA, il a formé 6 000 employés à des disciplines de la santé. En Haïti, il a conçu six dispensaires pour l'UNICEF.



Pour le compte du HCR, l'UNOPS a aidé à fournir au Sri Lanka des abris d'urgence qui ont servi à plus de 20 000 personnes privées de logement ainsi que des assemblages d'abris d'urgence et une assistance technique à la construction de logements temporaires pour 2 500 familles.

La plupart des 128 kilomètres de routes construites dans le monde par l'UNOPS dans les situations de crise ont concerné deux projets réalisés en République démocratique du Congo, à la demande du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Au Sri Lanka, l'UNOPS a élaboré les plans et géré la construction de quatre ponts, avec l'aide financière du Gouvernement espagnol.

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement – composante essentiel des secours en cas de catastrophe –, l'UNOPS a appuyé sept projets dans le monde qui ont assuré l'accès à l'eau salubre à plus de 123 000 personnes. La plupart étaient au Sri Lanka où, à la demande de l'UNICEF, l'UNOPS a conçu trois usines de traitement des eaux, en a construit deux et a installé 94 kilomètres de réseaux de distribution d'eau.

Programme de l'UNITAR portant sur les applications pratiques de la télédétection par satellite

Pour les gouvernements et les organisations qui fournissent une assistance humanitaire et une aide au développement, l'imagerie par satellite peut permettre de voir où et comment intervenir.

L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) a demandé à l'UNOPS d'aider à obtenir ce type d'information en créant et en gérant son Programme des applications du satellite d'exploitation (UNOSAT). L'UNOPS administre les contrats des spécialistes d'UNOSAT, fait les commandes d'images satellites, loue par contrat des services spécialisés (tels que l'interprétation de données spécialisées ou le traitement d'images synthétiques) et gère les contrats

d'échange de connaissances avec la Commission européenne et l'Agence spatiale européenne (ESA).

En 2007, UNOSAT, assisté par l'UNOPS, a fourni des cartes et des services d'experts dans le cadre de 46 opérations de secours menées par des organismes des Nations Unies. Ses cartes ont servi à situer les collectivités et à les aider lors des inondations subites qui, au Soudan, ont coûté la vie à 60 personnes. Elles ont servi aussi à mener des interventions de ce type en Afrique de l'Ouest et en Somalie. Les images de l'UNOSAT ont aidé à gérer l'aide fournie aux 30 000 réfugiés du camp de Nahr el Bared au Liban-Nord, trois mois après des combats intenses qui ont causé de graves dégâts. UNOSAT a produit plus de 200 cartes et analyses en 2007.

Justice et réconciliation

Durant l'année, l'UNOPS a aidé des gouvernements et d'autres entités internationales à mettre en place des structures légitimes chargées du règlement des différends et de l'administration de la justice. L'UNOPS a contribué à la conception, à la construction et à la rénovation d'infrastructures ainsi qu'à la formation et au renforcement des capacités.

L'UNOPS a construit un centre des droits de l'homme et a formé 280 personnes via des projets financés par l'Union européenne et le Canada. À la demande du HCR, l'UNOPS a exécuté des projets de mise en place et de gestion de 10 de ces centres en Angola, au Burundi et en République démocratique du Congo, où 1 000 policiers, formateurs, représentants de la société civile et étudiants ont été formés aux droits de l'homme.

L'UNOPS a conçu, puis construit, neuf centres de détentions (cinq pour le compte du Gouvernement du Guatemala et du PNUD, et quatre en Afghanistan, pour l'ONUDC). Il a aussi géré à travers le monde des projets qui ont formé 1 600 policiers à des questions de justice.

L'UNOPS a également soutenu d'autres activités dont un programme de formation à la législation antiterroriste que l'ONUDC a proposé à 1 200 magistrats à travers le monde; il a aidé à régler 1 513 litiges concernant des titres de propriété au Kosovo et à en gérer 31 957 autres au nom de l'Agence européenne de reconstruction, de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et des Gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Suisse; il a également contribué à élaborer et adapter un logiciel sur l'administration de la justice au Guatemala pour le compte de sa Cour suprême, du PNUD et de la Banque mondiale.

Réduction de la pauvreté



En créant les conditions, infrastructures, services et compétences nécessaires au développement, la plupart des projets soutenus par l'UNOPS aident à réduire la pauvreté et à améliorer le niveau de vie, ce qui contribue à extirper l'extrême pauvreté, et donc à atteindre l'objectif 1 du Millénaire pour le développement. La réduction de la pauvreté est même, pour certains clients tels que le PNUD, la MINUK et les organismes nationaux de développement, l'objectif principal qu'ils cherchent à atteindre par le développement agricole, la création d'emplois et un appui financier direct.

En 2007, au nom du PNUD et des Gouvernements australien, britannique, néo-zélandais et suédois, l'UNOPS a aidé à procurer des moyens de subsistance et une assistance à la sécurité alimentaire à 252 541 foyers au Myanmar et s'est chargé d'activités visant à promouvoir et à renforcer les capacités de 15 800 ménages pour subvenir à leurs besoins essentiels, suivant une stratégie de développement communautaire fondée sur la participation. Toujours au Myanmar, dans la mise en œuvre d'un projet du PNUD, l'UNOPS a offert des services de microfinancement à 351 466 ménages à faible revenu afin de stimuler les économies locales et de créer des emplois.

Au Kosovo, l'UNOPS a aidé la MINUK et le Gouvernement italien à dynamiser l'économie locale, à accroître les revenus et à réduire le chômage, en gérant le soutien financier apporté à 150 entreprises locales.

Remise en état des infrastructures de transport en République démocratique du Congo

Avec 500 000 habitants, Kisangani est la troisième ville de la République démocratique du Congo; située sur les rives du fleuve Congo, c'est un carrefour du commerce entre l'est et l'ouest du pays, qui, depuis des années, souffre du mauvais état du réseau routier et du faible accès aux marchés.

En 2007, l'UNOPS a mené à bien deux grands projets de réfection routière pour faciliter le transport et les voyages: 100 kilomètres de routes ont été construits entre Kisangani et Yangambi (chantier financé par l'Union européenne) et 128 kilomètres entre Kisangani et Ubundu (financé par le Gouvernement du Royaume-Uni).

Autant que possible, ces projets ont fait appel aux capacités locales et ont employé des méthodes de travail à forte

proportion de main-d'œuvre, ce qui a créé plus de 200 000 journées de travail pour les habitants de la région, dynamisant ainsi l'économie et renforçant la viabilité des produits. Grâce à ces routes, les zones agricoles de la région sont désormais reliées à l'ouest du pays via le fleuve Congo; l'accès aux marchés d'agriculteurs qui en résulte stimule le commerce et réduit la pauvreté.

Consciente de l'importance du transport fluvial à Kisangani, l'Union européenne a fait appel aux services de l'UNOPS pour remettre en état le débarcadère local et mettre en service un transbordeur sur le fleuve Lindi. Fort de son expérience des achats, le Bureau a obtenu – à un prix inférieur aux limites de son budget – deux transbordeurs de 35 tonnes pouvant chacun transporter cinq véhicules légers ou trois poids lourds.

Travaux publics



En 2007, l'UNOPS a supervisé la conception de 1 779 kilomètres de routes non goudronnées, ainsi que la construction et la rénovation de 1 233 kilomètres et de 57 ponts. Ces travaux ont eu lieu essentiellement en Afghanistan, au Myanmar, au Pérou, en République démocratique du Congo et au Soudan. En Afghanistan, l'UNOPS a exécuté 17 projets pour le compte d'USAID, formant 4 020 membres de la population locale aux métiers de la construction.

Dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, le soutien de l'UNOPS s'est ressenti de manière exceptionnelle : ainsi, deux projets réalisés en Irak ont permis à plus de 2 millions de personnes d'avoir un meilleur accès à l'eau salubre. Des stations de traitement des eaux ont été créées en Irak et au Sri Lanka et 27 puits ont été forés au Soudan. Au Pérou, 20 kilomètres de réseau d'alimentation en eau ont été construits avec le concours du Bureau.

Réparation de six réseaux d'alimentation en eau dans le Sud de l'Irak

Dans les provinces de Qadisiya, Muthana et Wassit, au sud de l'Irak, il devenait urgent de réparer les réseaux d'alimentation en eau, négligés depuis des dizaines d'années. Les fuites entraînaient 60 % de perte, et donc des pénuries en eau potable, tandis que la contamination par l'eau salée et les eaux usées nuisait à la qualité de l'eau, à la santé des habitants et à leurs conditions de vie.

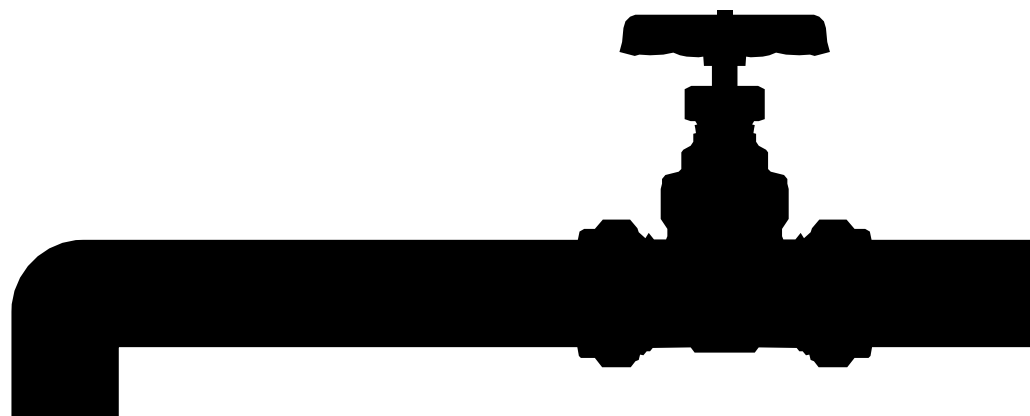
Les trois provinces ont réagi en privilégiant le projet des « six réseaux d'alimentation en eau » et en demandant à l'UNOPS de le mettre en oeuvre et de prendre la responsabilité de concevoir et gérer les réparations, le

remplacement et le prolongement des réseaux. Il a fallu de l'ingéniosité : à Qadisiya, par exemple, pour remplacer un tronçon d'alimentation principal, il aurait fallu suspendre l'alimentation en eau pendant un mois, ce qui aurait risqué de provoquer une émeute. L'UNOPS a donc fait travailler simultanément 180 ouvriers, qui ont creusé une tranchée de 530 mètres sous la supervision de trois de ses ingénieurs : il n'aura fallu que deux jours pour remplacer ce tronçon.

L'UNOPS s'est chargé de l'installation de 55 kilomètres de tuyaux neufs, a formé 22 hydrauliciens et a créé plus de 2 600 journées de travail pour les populations locales. Plus de 200 000 habitants ont désormais accès à l'eau potable.

En Irak, l'UNOPS a supervisé le déblayage de 185 000 tonnes de gravats au bénéfice de 500 000 habitants, créant 53 000 journées de travail.

En Haïti, il a aidé à générer 800 000 watts supplémentaires, ce qui a donné à 20 000 personnes un meilleur accès à l'électricité.



La Calle de mi Barrio, Pérou

Le programme La Calle de mi Barrio prouve qu'il est possible d'améliorer la qualité de la vie, le moral et l'optimisme des habitants des quartiers pauvres en apportant aux infrastructures matérielles des améliorations simples et peu coûteuses.

En collaboration avec le PNUD, l'UNOPS joue un rôle stratégique auprès du Ministère du logement du Pérou dans l'élaboration et l'exécution de ce programme; il participe à la planification et à la construction de chaussées et de trottoirs, remet à neuf des jardins publics et installe des aires de jeux.

En 2007, l'UNOPS a financé 95 projets, à raison de \$250 000 à \$300 000 chacun – pour un montant total de \$28 millions – au bénéfice de plus de 250 000 personnes. Son action recouvrait aussi bien la mise en place de

procédures d'appel d'offres à des entreprises que l'encadrement et la gestion des travaux. Le Bureau a expliqué les avantages et les mécanismes d'exécution de ces projets aux populations concernées; il a pris part aux assemblées locales et a fourni des conseils sur l'entretien et la protection des nouvelles infrastructures.

La portée de ces réalisations a été considérable. Les améliorations aux chaussées des villages ont rendu la circulation des véhicules et des piétons plus aisée, réduisant le nombre d'accidents et permettant les services de voirie tels que le ramassage des ordures, d'où amélioration de la santé publique. Ces travaux ont eu une incidence positive sur la sécurité, et la hausse du niveau de vie a revalorisé l'immobilier. Dans de nombreux cas, les projets ont renforcé la gouvernance démocratique, car ils ont encouragé les populations locales à participer aux décisions.

” L'UNOPS s'est chargé de l'installation de 55 kilomètres de tuyaux neufs, a formé 22 hydrauliciens et a créé plus de 2 600 journées de travail pour les populations locales.

Sécurité et ordre public



Dans le domaine de la sécurité et de l'ordre public, le rôle de l'UNOPS a constitué essentiellement à apporter un appui aux activités du Service de la lutte antimines (SLAM).

En 2007, les activités de la lutte antimines soutenues par l'UNOPS ont obtenu d'importants résultats. Neuf projets du Service ont permis de déminer environ 2 800 hectares de champs de mines et plus de 14 540 hectares de champs de bataille, de détruire 29 465 mines antipersonnel, 1 946 mines antichars et près de 1,4 million de munitions non explosées, dont 138 750 bombes à sous-munitions et 500 bombes non explosées.

En nettoyant 916 kilomètres de routes et en en certifiant 15 000 autres libres d'engins explosifs, le Bureau a grandement étendu la liberté de mouvement. Plus de 1 650 000 personnes ont participé à une sensibilisation au danger des mines, ce qui a considérablement amélioré la sécurité des populations concernées.

Activités du Service de la lutte antimines en Afghanistan

Le déminage a fait des progrès considérables depuis quelques années en Afghanistan, mais les mines et les munitions non explosées continuent d'y faire des victimes, d'entraver les déplacements et d'interdire l'accès à de précieuses ressources, foncières.

L'UNOPS a fourni des services d'appui à un projet de l'UNMAS coordonné par le Centre de coordination pour l'action antimines de l'ONU en Afghanistan, dont les résultats obtenus en 2007 ont été considérables. Les équipes de déminage ont reconverti 2 700 hectares de champs de mines présumés en zones réutilisables, tandis que le recours à des biens mécaniques a permis de libérer plus de 14 000 hectares d'anciens champs de bataille. Au cours de ces opérations, les équipes ont détruit plus de 26 000

mines antipersonnel, 650 mines antichars et 850 000 engins non explosés; elles ont également inspecté 6 600 hectares supplémentaires de terrain affecté par les conflits.

Le programme de lutte antimines a non seulement procédé au repérage et à l'élimination d'engins explosifs mais a également organisé une sensibilisation sur le danger des mines, qui a touché en 2007, plus de 1,5 million de personnes (dont 42 % de femmes). Par ailleurs, l'Afghanistan s'est conformé à la Convention d'Ottawa en détruisant tous les stocks connus de mines antipersonnel. Le Centre de coordination pour l'action antimines a joué un rôle important pour franchir cette étape.



L'UNOPS a prêté son concours à divers projets de désarmement, de démobilisation et de réintégration. En 2007, le Gouvernement japonais lui a demandé de soutenir la reconversion d'environ 900 enfants soldats au Burundi, en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Rwanda.

Dans les territoires palestiniens occupés, l'UNOPS a conçu 12 lieux de formation, en a construit 2 et a formé 395 agents des services de sécurité pour le compte des Gouvernements des États-Unis et des Pays-Bas. Au nom de l'Union européenne et des Gouvernements du Canada, des Émirats arabes unis, des États-Unis, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, il a dépensé \$1,9 million pour l'achat de matériel destiné à des institutions chargées de la sécurité.

” En 2007,
le Gouvernement
japonais lui a demandé
de soutenir la
reconversion d'environ
900 enfants soldats
au Burundi, en Ouganda,
en République
démocratique du
Congo et au Rwanda.

Fonds international de développement agricole



Les projets du FIDA sont presque toujours mis en œuvre par les gouvernements bénéficiaires (hormis dans certaines situations exceptionnelles, comme en Somalie). Par conséquent, l'UNOPS ne fournit normalement que des services de gestion des fonds, qui consistent à aider à la planification et à la négociation des projets, à assurer le contrôle et à rendre compte de la gestion financière, à approuver ou à revoir les décaissements, à superviser l'exécution des projets, à former le personnel des projets à la gestion financière et à fournir des conseils et des recommandations techniques aux organes nationaux d'exécution.

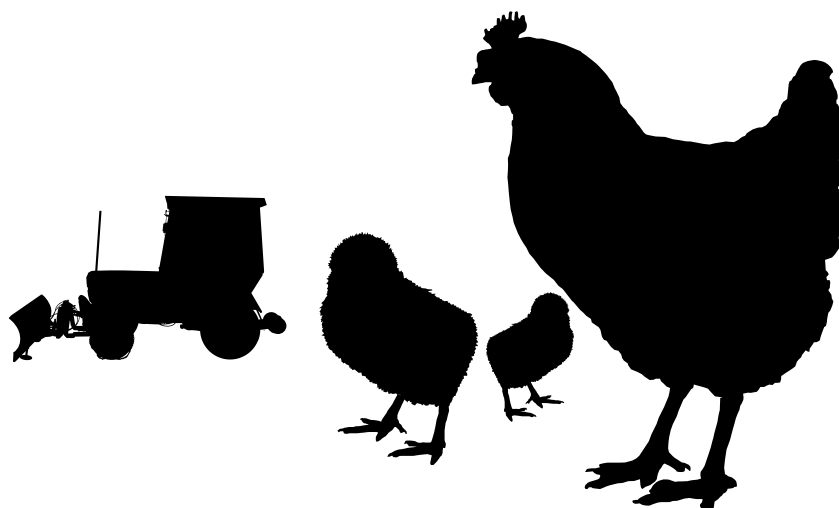
Programme de développement communautaire intégré du FIDA en Somalie

Les habitants des régions d'Awdal et de Galbeed, au nord-ouest de la Somalie, ont souvent du mal à subvenir à leurs besoins élémentaires faute d'eau, de nourriture, d'infrastructures et de services médicaux et financiers. Lancé en 2001 et financé par le Fonds belge de survie et le FIDA, le Programme de développement communautaire intégré vise à apporter des solutions multisectorielles à ces nombreux problèmes.

En tant que partenaire chargé de l'exécution, l'UNOPS a veillé à l'exécution de diverses initiatives apportant une aide à 127 000 familles dans 150 villages. Les résultats obtenus sont largement supérieurs aux objectifs dans tous les secteurs. La production agricole a dépassé la demande locale, et cette région, qui avait jadis connu la famine, jouit désormais de la sécurité alimentaire. Qui plus est, les populations locales voient le programme d'un bon œil, ce qui augmente le succès et la durabilité des produits.

Les résultats obtenus en 2007 ont renforcé les réussites précédentes : construction de 5 réservoirs d'eau, de 12 puits et de 3 barrages à accumulation de sable; distribu-

tion de 800 kilogrammes de semences pour des cultures à haut rendement et résistantes à la sécheresse; mise en culture de 40 parcelles servant à faire la démonstration des techniques agronomiques améliorées; lancement de divers services financiers gérés localement, et notamment d'associations de crédit et de fonds autorenouvelables; octroi de microcrédit à 100 rurales afin de financer des activités rémunératrices et une formation à la création d'entreprises et à la gestion des crédits; et cours d'alphabétisation au profit de 500 rurales dans 10 villages.



L'UNOPS a fourni des services analogues aux projets du FIDA concernant le développement rural intégré, essentiellement en Afrique et au Moyen-Orient. Ces projets s'occupent de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche; de l'action sociale; de la gestion des bassins hydrographiques et des ressources naturelles; de l'accès à l'eau potable, aux marchés et aux services; et de la mise en place de services et d'infrastructures financières en zone rurale. Ainsi, grâce à l'introduction du microcrédit, au renforcement des institutions et des capacités et à la formation, l'UNOPS a aidé à réduire la faim et la malnutrition, à accroître les revenus, à améliorer la qualité de l'enseignement et les conditions de vie, et donc à atteindre l'objectif 1 du Millénaire pour le développement – c'est-à-dire la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim.

L'UNOPS a soutenu à travers le monde des projets financés par le FIDA qui, en 2007, se sont soldés par des résultats importants; entre autres produits, ils ont construit 255 kilomètres de routes goudronnées, 1 898 kilomètres de routes non goudronnées et 30 ponts; formé 12 480 personnes aux métiers de la construction; fourni de l'eau salubre à 2 200 personnes; foré 357 puits; fourni de l'électricité à 6 000 personnes; mis en place 22 dispositifs d'irrigation et 4 684 dispositifs d'alimentation rurale en eau; construit 9 réseaux de transport de gaz desservant 68 villages, 124 écoles et 20 cliniques; reboisé 20 hectares; effectué 2 525 démonstrations sur la production agricole; appliqué de meilleures techniques agricoles sur 135 000 hectares; distribué 12 tonnes de semences améliorées et 540 000 jeunes arbres fruitiers; vacciné 12 416 têtes de bétail; étendu le microcrédit à 31 222 ruraux; initié 7 080 femmes à l'égalité des sexes; et donné à 263 329 ruraux pauvres une formation au renforcement des capacités et des compétences et aux activités rémunératrices.

” En tant que partenaire chargé de l'exécution, l'UNOPS a veillé à l'exécution de diverses initiatives apportant une aide à 127 000 familles dans 150 villages.

Les partenaires et clients de l'ONU en 2007 comprennent

Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)

Le Département des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix (DOMP)

Le Département des affaires politiques des Nations Unies (DPA)

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation (FAO)

Le Fonds international de développement agricole (FIDA)

L'Organisation Internationale du Travail (OIT)

Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)

Le Bureau du Haut-commissariat aux droits de l'homme (HCDH)

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU)

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Le Fonds des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

L'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice ou (UNICRI)

L'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR)

L'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR)

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC)

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)

Le Programme alimentaire mondial (PAM)

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS)

Perspective financières

En 2007, l'UNOPS a exécuté des projets pour \$851,1 millions et a dépensé \$35,0 millions pour les administrer. Les revenus nets générés en 2006-2007 étaient de \$20,1 millions, portant le niveau total de la réserve opérationnelle à \$25,1 millions.



Etat des recettes et dépenses, des réserves et des soldes de fonds pour l'exercice biennal clos le 31 Décembre 2007, avec des chiffres comparatifs pour l'exercice biennal clos le 31 Décembre 2005

(U.S. \$'000s)		2006 - 07	2004 - 05
RESULTAT			
Dépenses d'appui et honoraires:			
PNUD-Fonds principaux et d'affectation spécial		25 901	45 631
Projets au nom des autres organisations des Nations Unies		60 716	40 139
Accords de Services de Gestion (MSAs)		11 821	9 704
Total des dépenses d'appui et honoraires	(Plan 1)	98 438	95 474
Conseil et résultat des services remboursable	(note 3)	18 903	18 575
Produits divers		8 587	4 622
RESULTAT TOTAL		125 928	118 671
DEPENSES TOTALES	(Plan 2)	89 607	115 939
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES RECETTES SUR LES DÉPENSES		36 321	2 732
Dotation aux provisions et abandon de créances	(note 13)	-16 238	-10 182
Période du retraitement préalable	(note 5)	—	-14 498
NET (DÉFICIT)/EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES		20 083	-21 948
Dépôt ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	(note 5)	622	3 158
RÉSERVES DE FONCTIONNEMENT AU DÉBUT DE LA PÉRIODE		4 362	23 152
RÉSERVES DE FONCTIONNEMENT À LA FIN DE LA PÉRIODE	(Déclaration II)	25 067	4 362

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



État de l'actif, du passif, des réserves au 31 décembre 2007, avec des chiffres correspondants au 31 décembre 2005

(U.S. \$'000s)		2007	2005
ACTIFS			
Liquidités et dépôts à terme	(note 6)	50 118	47 872
Comptes clients	(note 7)	55 074	11 895
Soldes inter-fonds	(note 8)	280 922	158 742
TOTAUX ACTIFS		386 114	218 509
DETTES			
Contributions reçues à l'avance	(note 2)	116 856	60 410
Dettes non réglées	(note 9)	197 861	129 311
Dettes à court terme	(note 10)	6 713	852
Avantages sociaux post-retraite et de fin de service	(note 11)	13 634	14 218
Reprise sur provisions des produits à recevoir	(note 13)	25 984	9 356
DETTES TOTALES		361 047	214 147
PROVISIONS			
Provisions d'exploitation	(note 12)	25 067	4 362
PROVISIONS TOTALES		25 067	4 362
DETTES ET PROVISIONS TOTALES		386 114	218 509

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice biennal clos le 31 Décembre 2007, avec chiffres comparatifs pour l'exercice biennal clos le 31 Décembre 2005

(U.S.\$'000s)	2006 - 07	2004 - 05
VARIATION DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'OPÉRATION		
Excédent net (déficit) des recettes sur les dépenses (Déclaration I)	20 083	-21 948
(Augmentation) diminution des comptes clients	-43 179	-5 628
(Augmentation) diminution des soldes inter-fonds à recevoir	-122 181	-96 514
Augmentation (diminution) des contributions ou des paiements reçus d'avance	56 446	30 401
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	68 551	95 272
Augmentation (diminution) des comptes créditeurs	5 861	131
Augmentation (diminution) des autres passifs	16 044	23 017
Moins: Intérêts perçus	-1 199	-913
Variation nette de trésorerie provenant des activités d'opération	425	23 818
VARIATION DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Plus: Intérêts perçus	1 199	913
Variation de trésorerie provenant des activités d'investissement	1 199	913
VARIATION DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS FINANCIÉES		
Epargne ou l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs	622	3 158
Variation nette de trésorerie provenant des activités d'opération	622	3 158
VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE ET DÉPÔTS À TERME	2 246	27 889
LIQUIDITÉS ET DÉPÔTS À TERME AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	47 872	19 983
LIQUIDITÉS ET DÉPÔTS À TERME À LA FIN DE LA PÉRIODE	50 118	47 872

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

